Pour une FDE au service des futurs enseignant·es !

Nous souhaitons une formation des enseignant·es qui permette de construire les compétences d’expertise nécessaires aujourd’hui pour un métier complexe et dont les enjeux sociétaux sont majeurs.

• Nous voulons une formation universitaire mettant à disposition des futur·es professionnel·le·s les savoirs issus de la recherche dans toutes les dimensions de la profession (formation disciplinaire, didactique, pédagogique, sciences de l’éducation et humaines).

• Nous voulons une formation professionnelle, ce qui nécessite l’expérience de situations diverses dans des conditions adaptées et progressives, où il soit possible de construire des compétences dans un cadre de confiance.

• Nous voulons une formation au service des usagers, avec des équipes pluri-catégorielles qui pensent, conçoivent, font évoluer les plans de formation en fonction des besoins et des bilans.

• Nous voulons disposer des ressources humaines nécessaires à ces objectifs : enseignant·es-chercheur·es en nombre suffisant pour dispenser des enseignements de master, enseignant·es à temps plein expert·es de la formation des enseignant·es, enseignant·es à temps partagé assurant une interface avec le terrain, des tuteurs/trices formé·es au conseil pédagogique et à l’accompagnement de novices ; des personnels BIATS titulaires de leur poste et en nombre suffisant pour assurer les conditions de formation satisfaisantes.

• Nous voulons que tous ces acteurs/trices bénéficient de temps réels de concertation et de formation de formateurs/trices pour travailler à une véritable articulation des contenus, temps et modalités de formation des enseignant·es.

• Nous voulons des stages d’observation, de pratique accompagnée, et pour les stagiaires des stages en responsabilité, qui soient déterminés par les besoins et objectifs de formation.

Les dispositions de la réforme qu’on nous annonce ne vont pas dans ce sens. Au contraire, elles mettent en danger la formation :

• par une rigidité de contenus imposés ;

• par la destruction des équipes en place avec la volonté de voir disparaître les formateurs/trices à temps plein qui assurent aujourd’hui la permanence et le noyau dur de la formation,

• par les nouvelles conditions de stages précoces sans garantie d’encadrement et de formation pour les étudiant·es

• par l’inféodation des INSPE au MEN sans espace pour les libertés universitaires.

C’est pourquoi aujourd’hui nous refusons de participer à la mise en œuvre de telles mesures, nous refusons de siéger lors de séances prévoyant leur vote ou mise en place, nous refusons d’être compromis par de telles décisions !